

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise - CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 06 juillet 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **TOTALENERGIES Petrochemicals France**

Établissement de Carling  
BP 90290  
57500 Saint-Avold

Références : ST\_AVOLD\_TEPF\_2022-06-30\_RAPVI\_exo\_PPI\_14-06-2022\_SCK\_31579

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2022 dans l'établissement TOTALENERGIES Petrochemicals France implanté Établissement de Carling BP 90290 - 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 29/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent contrôle s'inscrit de le cadre d'un exercice PPI (Plan Particulier d'Intervention) mené au sein des installations de l'atelier Polyéthylène et dilligenté par la préfecture de la Moselle. La présente inspection porte donc sur la problématique de la gestion et de la maîtrise des risques technologiques et en particulier sur la gestion des situations accidentelles.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOTALENERGIES Petrochemicals France
- Établissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold
- Code AIOT dans GUN : 0006201762
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

La société TotalEnergies Pétrochemicals France (TEPF) est autorisée à exploiter plusieurs installations au sein de la plateforme Carling/Saint-Avold. Cet établissement est classé Seveso Seuil Haut et comporte plusieurs ateliers de production de résines d'hydrocarbures et de polymères, ainsi que des installations communes comprenant des installations de stockage et de distribution de matière première.

Le contrôle a concerné en particulier les installations de l'atelier Polyéthylène (PE).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risques technologiques ;
- Système de Gestion de la Sécurité ;
- Gestion des situations accidentelles.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Sirène d'alerte aux populations	Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 43.2 (partiel)	/	Lettre de suite préfectorale
Information des autorités	Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 43.1 (partiel)	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 (partiel)	/	Sans objet
Couronnes d'arrosage postes de dépotage GPL	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 (partiel)	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exercice a permis de tester la gestion générale de l'accident majeur simulé par l'exploitant puis la coordination mise en place avec les pouvoirs publics.

Pour le domaine de compétence de l'inspection des installations classées, il a été constaté le bon déroulement général de l'exercice ainsi que la forte réactivité et anticipation de l'exploitant.

Néanmoins plusieurs observations ont été formulées et deux non-conformités ont été constatées. Ces dernières concernent :

- le déclenchement de la sirène d'alerte à la population ;
- la remontée d'informations vers le centre de commandement lorsque que la situation évolue sur le terrain.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : Gestion des situations d'urgence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Situations accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. [...]  Annexe I - point 5 En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.  Ces procédures font l'objet : [...] - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
<b>Constats :</b> Le scénario d'exercice s'est déroulé en deux phases : - en premier lieu : perte de confinement de GPL au poste de dépotage butane de l'atelier PE par rupture complète du bras de déchargement avec épanchement du produit au sol et inflammation ; - puis risque de BLEVE sur le wagon de propylène localisé à proximité : scénario PPI.  Cet exercice a permis de tester : - les installations fixes de protection incendie des postes de dépotage GPL (cf constat suivant) et la mise en œuvre des moyens de secours internes (humains et matériels) pour la première intervention sur le sinistre ; - le déroulement de la stratégie de lutte contre l'incendie prévue par l'exploitant dans son POI puis la coordination entre l'exploitant et le SDIS lors de la montée en puissance de l'accident ; - le schéma d'alerte mis en œuvre dans le cadre d'un déclenchement du POI puis du PPI ; - l'échange d'informations et la coordination entre l'exploitant et les pouvoirs publics ; - le fonctionnement de la cellule POI (PC-EX/PC-DOI) ; - la mise en œuvre du poste de commandement opérationnel (PCO) ; - la coordination entre le PCO et le centre opérationnel départemental (COD).  Pour le domaine de compétence de l'inspection des installations classées, il a été constaté le bon déroulement général de l'exercice et la forte réactivité et anticipation de l'exploitant. Néanmoins deux points détaillés dans les constats suivants du rapport sont non conformes.  Par ailleurs des axes d'améliorations ont été identifiés lors de cet exercice concernant : - la faible information descendante de l'exploitant présent au PCO vers le PC-EX/PC-DOI sur les mesures déployées sur le terrain par les pouvoirs publics en vue de la protection des populations. Par exemple le PC-EX/PC-DOI n'a eu connaissance de la fermeture de la RN33 (simulée) que tardivement ; - le COS a eu connaissance de l'existence d'un bassin de confinement d'un volume important présent en aval à la station finale de la plateforme tardivement dans le déroulé de l'événement simulé.
<b>Observations :</b> L'exploitant veillera lors des prochains événements accidentels à : - améliorer la communication descendante et ascendante entre l'exploitant présent au PCO et celui présent au PC-EX/PC-DOI afin que chaque entité ait le même niveau d'information ; - fournir rapidement au SDIS l'ensemble des informations techniques nécessaires pour la gestion de l'accident.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Couronnes d'arrosage postes de dépotage GPL**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maitrise des risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>3. Élaboration de l'étude de dangers en fonction des conclusions de l'analyse de risques. L'étude de dangers que l'exploitant remet à l'administration contient les principaux éléments de l'analyse de risques, sans la reproduire. L'étude de dangers décrit les mesures de conception, les mesures d'ordre technique et les mesures d'organisation et de gestion pertinentes propres à réduire la probabilité et/ou les effets des phénomènes dangereux et à agir sur leur cinétique. [...] Elle contient par ailleurs a minima les informations prévues à l'annexe III.</p> <p>Annexe III : [...]</p> <p>3. Identification et analyse des risques d'accident et moyens de prévention : [...]</p> <p>d) Description des paramètres techniques et équipements installés pour la sécurité des installations. [...]</p> <p>4. Mesures de protection et d'intervention pour limiter les conséquences d'un accident majeur : a) Description des équipements mis en place dans l'installation pour limiter les conséquences d'accidents majeurs pour la santé publique et l'environnement, notamment les systèmes de détection/protection, les dispositifs techniques visant à limiter l'ampleur des rejets accidentels, y compris les dispositifs de pulvérisation d'eau, les écrans de vapeur, les cuves et bassins de captage ou de collecte d'urgence, les vannes d'arrêt, les systèmes de neutralisation et les systèmes de rétention des eaux d'incendie ; [...]</p> <p><b>Constats :</b> L'étude de dangers PE (Polyéthylène) a été révisée par l'exploitant en octobre 2017 et a fait l'objet d'une notice de réexamen en décembre 2019.</p> <p>L'exercice a été l'occasion de vérifier le bon fonctionnement de certaines mesures de maîtrise des risques (MMR) mises en œuvre au sein de l'atelier. Les constats réalisés concernant le scénario de perte de confinement du camion de butane au poste de dépotage sont repris en partie confidentielle du présent rapport. Ceux-ci ne soulèvent pas d'observation.</p>
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Sirène d'alerte aux populations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 43.2 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation des secours
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures d'urgence prises en application de l'article 4 de la loi du 22 juillet 1987 incombent à l'exploitant. Elles sont fixées dans le PPI défini par arrêté préfectoral n°91-CAB/SIRACEDPC/58 du 31 mai 1991 et concernant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la diffusion de l'alerte auprès des entreprises voisines et des populations voisines ; à cet égard, l'exploitant dispose d'une sirène dont la portée est d'au moins 5000 mètres. Elle peut être déclenchée à partir de plusieurs points de l'usine.</li> <li>- l'interruption des circulations de transit.</li> </ul> <p>NOTA : les textes cités ci-dessus ont été abrogés pour être remplacés par les articles R.732-22 et L.741-6 du Code de la sécurité civile. Par ailleurs le PPI a été révisé et approuvé par arrêté préfectoral n°35/CAB/DS/SIDPC du 28/02/2020. Les dispositions de l'arrêté préfectoral cadre restent néanmoins applicables.</p> <p>Fiche A2 du PPI révisé (extrait) : "En cas de danger immédiat, l'exploitant doit immédiatement prendre des mesures d'urgence à</p>

l'égard des populations, avant l'intervention de l'autorité de police et pour le compte de celle-ci, en particulier la diffusion de l'alerte auprès de la population riveraine."

Fiche G25 du PPI révisé (extrait) : Fiche de missions / Exploitants

"Missions prioritaires

- met en œuvre toutes les dispositions en matière de lutte contre le sinistre et de mise en sécurité des installations, telles qu'elles figurent dans le POI

-> et informe sans délai :

- le préfet du déclenchement de celui-ci par un message (voir modèle) par téléphone, e-mél et FAX en indiquant les coordonnées d'un contact ;

- il informe les services prévus dans le schéma d'alerte ;

- si l'évolution de la situation va conduire dans un délai plus ou moins long à des conséquences au-delà de l'enceinte de la société :

-> déclenche, pour le compte du préfet, la sirène d'alerte de la population riveraine en vue de la mise à l'abri ;

-> informe sans délai la préfecture, les maires, les services concernés et confirme l'alerte aux responsables des établissements riverains.

[...]

Points clés :

- met en œuvre les contre-mesures immédiates de sauvegarde :

-> alerte les services prévus dans le schéma d'alerte, notamment les gestionnaires des réseaux de circulations de personnes et de marchandises ;

-> déclenchement des sirènes prescrivant la mise à l'abri des populations riveraines ;

-> et en informe immédiatement le préfet."

**Constats :** Lors de l'exercice, à partir de l'identification par le chef de PC-Ex d'un risque de dégradation de la situation vers un scénario majeur, le DOI (Directeur des Opérations Internes) a pris contact avec la préfecture pour demander un déclenchement de PPI.

L'exploitant n'a pas déclenché (virtuellement) la sirène d'alerte aux populations.

À la fin de l'exercice il a indiqué à l'Inspection qu'il hésitait à prendre la responsabilité du déclenchement de la sirène avant que le préfet ne déclenche officiellement le PPI.

Cependant, en fonction de la cinétique de la séquence accidentelle, le déclenchement des sirènes de mise à l'abri des populations doit intervenir au plus vite avant la survenue de l'accident majeur. Le PPI prévoit bien qu'en cas de danger immédiat, celles-ci soient déclenchées, pour le compte du préfet, avant même une information de la préfecture.

Sur les autres points, l'exploitant a pris contact avec les sociétés dans le périmètre de l'accident majeur pour une mise à l'abri du personnel.

Il n'a pas été établi qu'un nouveau message a bien été adressé aux maires, aux services administratifs concernés ainsi qu'aux responsables des établissements voisins pour les informer de l'évolution de la situation (passage accident POI vers accident PPI).

**Observations :** /

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : Information des autorités**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 43.1 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation des secours
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas d'accident, l'exploitant assurera à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel du Plan Particulier d'Intervention (PPI) par le préfet. Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au POI et au PPI en application de l'article 7 du décret 88-622 du 6 mai 1988 et de l'article 17 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977.  NOTA : les textes cités ci-dessus ont été abrogés pour être remplacés par les articles R.732-22 et L.741-6 du Code de la sécurité civile. Par ailleurs le PPI a été révisé et approuvé par arrêté préfectoral n°35/CAB/DS/SIDPC du 28/02/2020. Les dispositions de l'arrêté préfectoral cadre restent néanmoins applicables.  Fiche G25 du PPI révisé (extrait) : "Points clés : [...] -> <i>information régulière du COD et du PCO sur l'évolution de la situation.</i> [...]"
<b>Constats :</b> Lors de l'exercice, la situation du wagon de propylène a évolué vers 10h36 en passant de soupape enflammée vers soupape non enflammée mais restée ouverte. Cette évolution de la situation est remontée vers le PC-Ex sans que le COD (Centre Opérationnel Départemental) ni le PCO (Poste de Commandement Opérationnel) n'en soient informés par l'exploitant. Même si une main courante est mise en place par le CODIS (Centre Opérationnel Départemental d'Incendie et de Secours), l'exploitant doit s'assurer de la bonne remontée d'informations vers le COD et le PCO lorsque la situation sur le terrain évolue et est de nature à modifier les risques autour de l'établissement et donc les contre-mesures mises en œuvre par les pouvoirs publics.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale